**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

## **Faillite de Wirecard AG : un échec scandaleux de la gouvernance d’entreprise, de l’audit externe et de la surveillance, une fois de plus au détriment des investisseurs et des épargnants**

C'est avec surprise que BETTER FINANCE et ses organisations membres représentant les usagers de services financiers ont appris en lisant les gros titres de la presse du 18 juin 2020 que la somme de 1,9 milliard d’euros inscrite au bilan de Wirecard AG (« WD »), un des fleurons européens de la fintech, n’existait probablement pas. L’entreprise allait demander sa mise en faillite quelques jours plus tard.

|  |
| --- |
| **UNE LONGUE SÉRIE DE SIGNES AVANT-COUREURS** * En 2015, une société spécialisée dans la vente à découvert effectue des recherches [remettant en question](https://www.afr.com/companies/financial-services/aussie-researcher-questioned-embattled-german-fintech-wirecard-20200622-p554v7)[[1]](#footnote-1)les comptes des filiales de WD dans la région Asie-Pacifique, affirmant que les chiffres étaient surévalués ;
* La même année, le FT lance sa série « [House of Wirecard](https://ftalphaville.ft.com/series/House%20of%20Wirecard) ». Le FT divulgue ainsi des [documents](https://ftalphaville.ft.com/2019/10/14/1571059326000/The-Wirecard-documents--explained/) internes qui avaient [fuité](https://ftalphaville.ft.com/2019/10/14/1571059326000/The-Wirecard-documents--explained/) ainsi que des [échanges de courriels](https://ftalphaville.ft.com/2015/04/27/2126473/the-wirecard-documents/) attestant de la présence d’irrégularités, et met en avant l’existence d’éléments comptables et commerciaux discutables, indiquant l’existence d’un *«* [*trou de 250 millions d'euros dans les bilans du groupe*](https://www.ft.com/content/284fb1ad-ddc0-45df-a075-0709b36868db) » ;
* En 2016, un groupe anonyme de vendeurs [publie](https://www.sueddeutsche.de/wirtschaft/wirecard-angriff-aus-dem-hinterhalt-1.2878377) sous le pseudonyme de Zattara une enquête indiquant que WD est impliquée, entre autres, dans des opérations de blanchiment d'argent ; la BaFin ouvre alors une enquête contre Zattara pour manipulation de marché[[2]](#footnote-2) ;
* En 2018, suite à une dénonciation interne, un cabinet d'avocats singapourien [effectue une enquête interne](https://www.ft.com/content/d51a012e-1d6f-11e9-b126-46fc3ad87c65) au siège de WD dans la région Asie-Pacifique, et met au jour des preuves indiquant *«* des *faux en écriture et/ou falsifications de comptes* » ;
* En janvier 2019, le FT publie une nouvelle série d'enquêtes sur les fraudes et les falsifications de WD Asia :
	+ Premièrement, les [journalistes du FT rapportent](https://www.ft.com/content/03a5e318-2479-11e9-8ce6-5db4543da632) que les dirigeants de WD Asia ont mis au point un système de faux contrats pour gonfler leurs chiffres ;
	+ Deuxièmement, le FT affirme que la maison-mère allemande [est au courant](https://www.ft.com/content/d51a012e-1d6f-11e9-b126-46fc3ad87c65) de ces activités probablement illicites – Dans le même temps, la police singapourienne [ouvre une enquête](https://www.ft.com/content/f6e8a58a-2b93-11e9-88a4-c32129756dd8)[[3]](#footnote-3)tandis que [la BaFin ouvre elle aussi une enquête, contre les journalistes du FT](https://www.ft.com/content/8e1948be-6060-11e9-b285-3acd5d43599e), pour manipulation de marché; [[4]](#footnote-4)
* Février 2019 : [l’AEMF approuve l’interdiction temporaire de la vente à découvert](https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-issues-positive-opinion-short-selling-ban-bafin) des actions de WD, imposée par la BaFin ;
* Début 2019 : La [BaFin demande à la DAP](https://www.ft.com/content/0026b76c-d062-44e4-85b8-23a454534170) ([FREP](https://www.frep.info/), groupe de l’application des normes d’information financière) d’ouvrir une enquête sur WD à la suite des reportages du FT. [Une seule personne](https://www.reuters.com/article/us-wirecard-accounts/wirecard-collapse-leads-to-call-for-german-parliamentary-inquiry-idUSKBN2401Y7) sera chargée d’examiner les comptes de l’entreprise et à notre connaissance, l’enquête était toujours en cours [15 mois plus tard](https://www.nytimes.com/reuters/2020/06/29/business/29reuters-wirecard-accounts.html) ;
* Octobre 2019 : WD Deutschland [charge un autre grand cabinet d’audit](https://www.ft.com/content/eeb18c70-f3ce-11e9-a79c-bc9acae3b654) d’effectuer un audit spécial qui conclut en avril 2020 que l’existence d’ [« avantages reçus de tiers »](https://www.ft.com/content/56a2057c-b975-4965-b0cf-641b83ee0f82) n’a pas pu être vérifiée[[5]](#footnote-5);
* 18 juin 2020 : le cabinet d’audit [refuse](https://www.ft.com/content/1e753e2b-f576-4f32-aa19-d240be26e773) d’approuver les comptes de 2019 en raison d'un « trou » de 1,9 milliard d'euros ;
* 22 juin 2020 : Wirecard [admet](https://www.reuters.com/article/us-wirecard-accounts/wirecard-says-missing-2-1-billion-never-existed-rips-up-earlier-accounts-idUSKBN23T06V?il=0#:~:text=FRANKFURT%2FMANILA%20(Reuters)%20%2D,avert%20a%20looming%20cash%20crunch.) que la somme de 1,9 milliard d'euros inscrite à son bilan n’existe très probablement pas ;
* 25 juin : Wirecard [annonce](https://ir.wirecard.com/websites/wirecard/English/5110/news-detail.html?newsID=1988247&fromID=5000) qu’elle demande l’ouverture d’une procédure d’insolvabilité.
 |

BETTER FINANCE propose plusieurs recommandations de politique aux autorités de l'UE afin de tirer les leçons de ce scandale :

 ***ÉCHEC DE LA SURVEILLANCE : LA NÉCESSITÉ D'UNE HARMONISATION DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA SURVEILLANCE DES PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS, QUELS QU'ILS SOIENT***

Une recommandation clé de BETTER FINANCE depuis 2012 est d’**uniformiser la portée et l’application** des cadres réglementaires financiers de l’UE et des États membres*,* et ce pour tous les prestataires, dans la mesure où le **service principal** est un service financier.

Sur la base de notre compréhension des faits, l'un des problèmes était que l'Autorité allemande de surveillance financière (*Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsuafsicht* - BaFin) n’était pas entièrement compétente pour la surveillance directe de Wirecard AG – alors qu’elle était pleinement compétente pour Wirecard Bank AG – ce qui a pu retarder ici son action.

Les données de recherche de BETTER FINANCE[[6]](#footnote-6)montrent que dans bien des cas, les entreprises européennes de la fintech sont considérées et traitées comme des entreprises « technologiques » et non comme des prestataires de services financiers, et ce même lorsqu'elles sont dûment enregistrées en tant qu'intermédiaires financiers (par exemple, conseillers, entreprises d'investissement) auprès des autorités de surveillance compétentes.

La réglementation et la surveillance de l'UE et des États membres doivent s'appliquer de manière uniforme à tous les prestataires actifs sur un marché spécifique (les services de paiement en l'occurrence), et ce quel que soit le type de prestataire (banque ou organisme non bancaire dans l’affaire Wirecard), afin de garantir que ce cadre de réglementation financière laborieusement mis en place produise les effets escomptés. L'AEMF doit veiller à l'application uniforme des règles de l'UE dans tous les États membres.

 ***ÉCHEC DE LA SURVEILLANCE :*** ***ANALYSER LE FONCTIONNEMENT ET LES OBJECTIFS DES AUTORITÉS PUBLIQUES DE SURVEILLANCE DANS CETTE AFFAIRE***

L'autorité allemande de surveillance financière dispose-t-elle des compétences et d’objectifs statutaires et de gouvernance pour prévenir des défaillances du marché d’une telle ampleur ?

BETTER FINANCE félicite la Commission européenne d'avoir rapidement demandé une analyse qui *« devrait chercher à établir une description et une évaluation complètes des événements, et notamment la pertinence de la réaction de surveillance à ces événements »,* et espère qu'elle apportera des réponses.

***ÉCHEC DE L'AUDIT EXTERNE : ANALYSER LES RAISONS DE L'ÉCHEC DU CABINET D'AUDIT NOTAMMENT L'IMPACT DES « RELATIONS À LONG TERME » ENTRE LES CABINETS D'AUDIT ET LES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE***

L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) devrait coordonner un exercice de surveillance avec les autorités nationales de surveillance (ANS) portant sur les liens étroits existant souvent depuis trop longtemps entre les cabinets d'audit et leurs « clients », c'est-à-dire les sociétés cotées en bourse devant faire l’objet de contrôles par le biais d’audits financiers.

Même si les informations disponibles ne sont pas suffisantes pour établir la responsabilité de l’auditeur qui officiait depuis 12 ans, BETTER FINANCE met en avant, depuis la réforme européenne de l’audit de 2012, la nécessité de garantir que l'audit, en particulier l'audit financier, reste réellement impartial et indépendant de la société contrôlée.

***ÉCHEC DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE : REVOIR LES RÈGLES DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE***

Bien que la responsabilité des dirigeants de Wirecard AG n'ait pas été démontrée à ce jour, et qu’il n’y ait pas suffisamment d’informations permettant raisonnablement de déduire leur implication, le fait que près d'un quart du total des avoirs au bilan étaient détenus sur des comptes en fiducie opaques de la région Asie-Pacifique aurait dû éveiller des soupçons, au minimum du conseil d'administration de ladite société, notamment compte tenu de ses obligations en matière de gestion des risques.

***INDEMNISATION DES VICTIMES : CESSER DE DISCRIMINER LES PARTICULIERS QUI INVESTISSENT DANS LES MARCHÉS BOURSIERS ET METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF DE RECOURS COLLECTIF***

******À l'exception des Pays-Bas, l'Europe a toujours fait preuve d'une négligence – non coupable – envers les victimes de ces abus, à savoir les investisseurs et les épargnants qui ont besoin de sa protection, tout en se demandant en même temps pourquoi ils ne font pas confiance aux marchés financiers. L'actuel proposition de *« directive sur les actions représentatives dans le domaine de la protection des intérêts collectifs des consommateurs* *»* exclut à nouveau de son champ d'application les particuliers non professionnels qui investissent dans des actions, qui sont ainsi discriminés par rapport à ceux qui investissent dans des produits d'investissement packagés tels que les fonds et les produits d'assurance-vie. Le Forum de haut niveau sur l'Union des marchés de capitaux vient de recommander d’inclure les investisseurs en actions dans le champ d’application de cette directive. L'affaire Wirecard est-elle une piqure de rappel suffisante pour inciter les autorités de l’UE de suivre cette recommandation ?

***LES BOURSES DOIVENT FAIRE PREUVE DE PLUS DE FLEXIBILITÉ EN MATIÈRE D'INSCRIPTION ET DE RADIATION***

En 2018, lorsque sa capitalisation boursière a atteint 22,5 milliards d'euros, Wirecard AG a évincé un autre poids lourd de l'indice allemand des grandes valorisations (DAX 30). Pourtant, Wirecard AG est toujours reprise dans cet indice, dans l’attente de sa révision prévue en 2020.

Une telle situation a un sérieux impact sur les investisseurs particuliers non-professionnels, car de nombreux produits financiers « de détail », tels que les OPCVM, les FNB d'OPCVM, les fonds de retraite ou les produits d’investissement fondés sur l’assurance à options multiples (IBIP), suivent et cherchent à répliquer les composantes des indices de grandes capitalisations. Ces investisseurs se retrouvent en effet aujourd’hui avec des pertes considérables.

Bien que toutes les bourses n’aient pas mêmes règles, le système de réglementation financière de l'UE devrait harmoniser l'obligation imposée aux opérateurs de systèmes de négociation d’exclure immédiatement une société d’un indice en cas de chute du cours de leur action, pour quelque raison que ce soit.

Guillaume Prache, directeur général de BETTER FINANCE, a mis en garde en ces termes : *«* Wirecard est *un terrible exemple illustrant comment une succession de défaillances – au niveau des superviseurs, des bureaux d’audit et des organes de gestion – peut entraîner d’énormes préjudices pour les investisseurs non-initiés et les épargnants de retraite. Les responsables politiques de l'UE doivent en tirer les leçons et agir rapidement. Sinon, leurs objectifs de mettre en place une Union des marchés de capitaux ‘au service des personnes’et de rétablir la confiance des investisseurs resteront des vœux pieux »*.

\*\*\*

Contact : Directeur de la communication ǀ Arnaud Houdmont ǀ +32 (0)2 514 37 77 ǀ houdmont@betterfinance.eu

1. Voir l'article du FT [: https://ftalphaville.ft.com/2015/11/20/2145256/jcap-on-wirecard-a-search-for-the-asian-business/](https://ftalphaville.ft.com/2015/11/20/2145256/jcap-on-wirecard-a-search-for-the-asian-business/) (Dan McCrum, ‘JCap on Wirecard : A Search for the Asian Business' 20/11/2015). [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir l'article de REUTERS [: https://uk.reuters.com/article/uk-wirecard-report/head-of-germanys-wirecard-rejects-fraud-allegations-by-short-seller-idUKKCN0WH1I4](https://uk.reuters.com/article/uk-wirecard-report/head-of-germanys-wirecard-rejects-fraud-allegations-by-short-seller-idUKKCN0WH1I4) (E. Auchard, J. Poltz, A. Pal, ‘Head of Germany's Wirecard Rejects Fraud Allegations by Short-Seller’ 15/03/2016). [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir l'article du FT [: https://www.ft.com/content/79bd8da2-2830-11e9-a5ab-ff8ef2b976c7](https://www.ft.com/content/79bd8da2-2830-11e9-a5ab-ff8ef2b976c7) (Olaf Storbeck, Stephania Palma, ‘Wirecard Discloses Investigation into Accounting Allegations’ 04/02/2019). [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir l'article du FT [: https://www.ft.com/content/2997a4b2-255f-11e9-8ce6-5db4543da632](https://www.ft.com/content/2997a4b2-255f-11e9-8ce6-5db4543da632) (Olaf Storbeck, ‘German Regulators Probe Price Decline at Wirecard’ 31/01/2019). [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir l'article du FT [: https://www.ft.com/content/4bed8775-01aa-457f-9dbb-1740e67a684d](https://www.ft.com/content/4bed8775-01aa-457f-9dbb-1740e67a684d) (Dan McCrum, Olaf Storbeck, ‘Wirecard : What KPMG's Report Found’ 29/04/2020) [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir par exemple le *Robo-Advice Report 2019* de BETTER FINANCE [:](https://betterfinance.eu/wp-content/uploads/Robo-Advice-Report-2019-FINAL.pdf) https://betterfinance.eu/wp-content/uploads/Robo-Advice-Report-2019-FINAL.pdf. [↑](#footnote-ref-6)